



**HAL**  
open science

# Le Nicaragua entre dérives autoritaires, népotisme et magie électorale

Maya Collombon

► **To cite this version:**

Maya Collombon. Le Nicaragua entre dérives autoritaires, népotisme et magie électorale. Les Études du CERI, 2017, 226-227, pp.26-30. hal-04292753

**HAL Id: hal-04292753**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04292753>**

Submitted on 22 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## Le Nicaragua entre dérives autoritaires, népotisme et magie électorale

Maya Collombon

Tout comme le décès du *lider massimo* a rappelé les nombreux paradoxes du régime castriste, les élections présidentielles nicaraguayennes du 6 novembre 2016 ont mis en évidence les contradictions du régime sandiniste depuis son retour au pouvoir dix ans plus tôt. Pour de nombreux anciens sandinistes ou guérilleros, il ne s'agit plus tellement aujourd'hui de parler de sandinisme mais bien d'« orteguisme », tant il semble que le clan familial réuni autour de Daniel Ortega et de sa femme Rosario Murillo concentre l'ensemble des pouvoirs de l'Etat. Qu'est-il donc advenu de l'expérience sandiniste des années 1980 ? A l'aventure révolutionnaire pluraliste qui avait enthousiasmé la gauche européenne et latino-américaine ? Il semble bien que le modèle sandiniste des années 1980 ait laissé place à un régime beaucoup plus pragmatique, où la rhétorique révolutionnaire n'est rien de plus qu'un vernis sur un système économique néolibéral fondé en priorité sur les intérêts des nouvelles élites sandinistes. Certes, les deux premiers mandats de Daniel Ortega depuis la victoire du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) aux présidentielles de 2006 ont incontestablement été des moments de succès économiques favorisant un certain recul de la pauvreté et une consolidation des appuis populaires au parti sandiniste. Mais l'écrasante victoire (72,44 % des voix) qui inaugure ce troisième mandat est aussi le signe d'une déliquescence de l'Etat de droit et d'une croissante hégémonie sandiniste aux relents autoritaires. Désormais fragilisé par l'abandon de ses appuis stratégiques et financiers vénézuéliens et par l'accroissement des contestations, notamment autour du projet de Grand Canal<sup>1</sup>, le Nicaragua pourrait bien se confronter à l'avenir à des déconvenues économiques et à une augmentation des conflits politiques et sociaux.

### 2016, UNE ÉLECTION SUR MESURE

Le 6 novembre 2016 n'a pas été une journée électorale tout à fait comme les autres. Une succession de petits détails soulignent à quel point cette élection a dérogé aux « habitudes », certes récentes, des élections nicaraguayennes précédentes. A Managua, à proximité immédiate de la maison présidentielle, qui est aussi le siège du parti sandiniste, un bureau de vote a été tout spécialement ouvert pour deux votants seulement : Daniel Ortega, président de la République sortant et candidat à sa réélection pour le FSLN, et sa femme, Rosario Murillo, candidate à la vice-présidence. Dans toute la ville, les responsables de bureaux de vote ont inauguré des pratiques électorales de circonstance : des militants sandinistes qui parcouraient la capitale pour encourager les nombreux bénéficiaires des programmes sociaux du gouvernement à exercer leur droit de vote ; des véhicules de l'Etat et des fauteuils roulants mis à disposition des personnes âgées et des handicapés pour les accompagner de leur domicile aux lieux de vote ; des bureaux de vote qui fermaient deux heures après l'heure officielle de clôture... Ces pratiques ponctuant le processus électoral ont mis en exergue, alors qu'elles cherchaient à le minimiser, le phénomène le plus notable de cette élection : l'abstention.

Dans un pays qui n'applique les procédures de la démocratie électorale que depuis 1990, la participation aux élections présidentielles a toujours été très élevée : 78,1 % en 1990, 75,6 % en 1996, 75 % en 2001, 74,2 % en 2006 et 71,8 % 2011<sup>2</sup>. Mais en 2016, rien des habituelles longues files devant

<sup>1</sup> M. Collombon, « Le Grand Canal, l'offrande sandiniste aux Nicaraguayens », in « Amérique latine - L'année politique 2015 », *Les Etudes du CERI*, n° 217-218, décembre 2015.

<sup>2</sup> Les résultats officiels des élections sont disponibles sur le site du Conseil suprême électoral (CSE) : [www.cse.gob.ni/fri3/respres1.php](http://www.cse.gob.ni/fri3/respres1.php) et sur ceux de l'Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA) : [www.idea.int/](http://www.idea.int/) (consultés le 15 janvier 2016).

les centres de vote. A quelques exceptions près, les bureaux de vote et les rues étaient vides, l’affichage électoral presque inexistant, seule la présence de la police nationale sur tous les grands axes et ronds-points de la capitale semblait signaler que la journée du 6 novembre était bien celle des élections générales. Selon les estimations du Front large pour la démocratie (FAD), réunissant un ensemble hétérogène d’opposants au régime (partis libéraux, mouvement de rénovation sandiniste [MRS]<sup>3</sup>, anciens Contrás [contre-révolutionnaires] et mouvements sociaux), près de 78 % des Nicaraguayens ne se seraient pas rendus aux urnes ce jour-là<sup>4</sup>. S’il est difficile de confirmer ce retournement (de 75 % environ de participation à plus de 75 % d’abstention<sup>5</sup>), il est fort probable que le taux réel d’abstention soit plus proche de celui avancé par le FAD que de celui annoncé officiellement par le Conseil suprême électoral (CSE), l’institution en charge du processus électoral, pour lequel il s’établirait à moins de 35 %.

Quelques jours avant l’élection, un ancien militant sandiniste s’insurgeait :

« Tout est déjà prévu : le Conseil suprême électoral connaît déjà le pourcentage de votes pour Daniel et celui qui sera attribué aux partis dits de l’opposition. La seule chose qui retarde le CSE, c’est que les gens votent<sup>6</sup> ! »

Pourtant, aux dires de la première dame et candidate à la vice-présidence, Rosario Murillo, jamais une élection nationale n’avait été aussi bien organisée. Et pour cause, tout laissait prévoir la victoire absolue : pas d’opposition, pas de campagne, pas d’observateurs extérieurs nationaux ou internationaux, pas de médias indépendants accrédités, aucune garantie de transparence.

Les événements politiques des derniers mois précédant l’élection expliquent en partie l’importance du taux d’abstention du 6 novembre. En juillet 2016, le principal parti d’opposition et deuxième parti aux élections générales de 2006, le Parti libéral indépendant (PLI) a été privé par le CSE, sous la coupe de Daniel Ortega, de sa personnalité juridique. Son candidat, Eduardo Montealegre, accusé avec son frère de corruption, a été mis hors jeu. Quelques semaines plus tard, les vingt-huit députés et suppléants de l’opposition (PLI et son allié le MRS) apprenaient par un communiqué télévisuel de la présidente de l’Assemblée nationale qu’ils étaient démis de leurs fonctions. Du jour au lendemain, ces derniers n’ont plus eu accès à l’Assemblée. Dernier acte, le FSLN ne pouvant concourir seul aux élections générales prévues trois mois plus tard, le CSE a repêché les partis éliminés lors des dernières élections présidentielles pour n’avoir pas obtenu, selon la loi électorale, les 4 % nécessaires à leur maintien aux élections suivantes. Il a ainsi remis en jeu quatre partis ayant obtenu de très faibles résultats en 2011 (Parti libéral constitutionnel [PLC], Parti conservateur, Alliance libérale nicaraguayenne, Alliance pour la république) et a même trouvé un candidat allié du FSLN pour porter les couleurs du PLI aux élections ! Des candidats que personne ne connaissait et ce d’autant plus qu’il n’y a pas eu de campagne électorale : « Ils ne sont connus que dans leur maison » tonnait un passant. « La seule manifestation électorale que j’ai croisée, racontait un chauffeur de taxi militant du PLI, c’était un meeting du PLC. Ils étaient huit dans un 4x4, je les ai comptés. Même moi, si je sors en cortège avec ma famille dans la rue, je fais mieux ! » Le jour de l’élection, un jeune militant du MRS s’étonnait :

---

Les chiffres présentés ici sont ceux de l’IDEA, le site du CSE ne présentant désormais plus que les résultats de l’élection de 2016.

<sup>3</sup> Le MRS est une scission du FSLN, né en tant que parti politique en 1995. Il a été interdit lors des élections de 2008. Aux élections de 2011, il était allié au PLI. Depuis la campagne 2016, il est un des membres fondateurs du FAD.

<sup>4</sup> La journée d’élections du 6 novembre a été largement documentée par le FAD et commentée en ligne à travers les réseaux sociaux, notamment Facebook. Le FAD a également publié un rapport sur le déroulement des élections : *Informe ciudadano, Elecciones 2016, un fraude y una farsa*, Managua, 12 novembre 2016.

<sup>5</sup> Dans son rapport, le FAD a explicité le mode de surveillance des élections qui a consisté à un opérer un choix représentatif de bureaux de vote sur l’ensemble du territoire national, mobilisant des centaines d’« observateurs citoyens » selon l’expression du FAD. Ces derniers ont envoyé des centaines de rapports et des milliers de photos des bureaux de tout le pays. Cependant, faute d’autre observation indépendante, ce chiffre doit être considéré avec précaution.

<sup>6</sup> Les extraits d’entretiens proviennent d’un terrain effectué entre fin octobre et début novembre 2016 pendant la campagne électorale et le jour des élections à Managua.

« Aucun de mes amis n'est allé voté. Même ceux qui n'ont aucun rapport avec le parti, même ceux dont les parents travaillent pour le gouvernement. Ils ont posté sur leur compte Facebook des photos de leur doigt propre [chaque votant a le doigt tâché d'encre indélébile pour éviter le double vote] avec comme commentaire "je ne jette pas mon vote (*Yo no boto mi voto*)" ».

En réponse à ces attaques successives, l'opposition s'est organisée dès le mois d'août au sein d'une large coalition, le FAD. Sa première action a consisté à manifester dans les rues de Masaya, une ville à proximité immédiate de la capitale. Plusieurs milliers de personnes ont participé à la marche et appelé à l'abstention. De semaine en semaine, les manifestations sous le slogan « je ne jette pas mon vote » se sont multipliées dans tous les pays, notamment dans le centre et le nord du Nicaragua. Hors de la capitale, près d'une cinquantaine de manifestations ont ainsi réuni les opposants des partis libéraux, les anciens Contras, les sandinistes anti-Ortega et une multiplicité d'organisations de paysans et de femmes. Quelques jours avant l'élection, les manifestations anti-vote ont encore mobilisé dans le nord du pays, ancien bastion contra pendant la guerre civile des années 1980, plusieurs milliers de manifestants en majorité paysans, libéraux et anciens Contras qui s'opposaient non seulement à la « farce électorale » que représentait à leurs yeux le processus électoral, mais aussi à la loi 840 qui a octroyé à une entreprise chinoise, HKND, la possibilité d'exproprier des paysans de leurs terres dans le cadre d'un mégaprojet de canal interocéanique.

De fait, depuis 2013 et surtout 2014, les manifestations contre le Grand Canal n'ont cessé de prendre de l'ampleur et ont soudé un important mouvement d'opposition paysanne dans toutes les zones affectées par les expropriations, où se retrouvent anciens sandinistes comme Contras. L'opposition à Ortega a reconfiguré les appartenances partisans et divise maintenant la gauche sandiniste entre partisans et opposants à Ortega. D'un autre côté, elle réunit une droite libérale et une droite conservatrice désormais massivement opposées au gouvernement. Enfin, même s'il est difficile de connaître la véritable ampleur de l'abstention du 6 novembre 2016, elle pourrait bien signifier que la campagne contre le vote a fait des émules bien au-delà des seuls opposants politiques.

## **HÉGÉMONIE SANDINISTE ET PROJET FAMILIAL**

En 2006, après seize ans passés dans l'opposition, Daniel Ortega est en effet revenu au pouvoir sous la bannière du FSLN. Ce retour à la tête de l'Etat a été rendu possible grâce à l'un de ses anciens ennemis politiques, ancien président de la République pour le PLC de 1996 à 2001, Arnoldo Alemán. En 2000, empêtrés dans des affaires judiciaires (Ortega était accusé par sa fille adoptive Zoilamérica Narváez d'abus sexuel pendant son enfance<sup>7</sup> et Alemán d'abus de biens sociaux et corruption), les deux hommes ont conclu un accord politique, connu sous le nom d'« El Pacto », leur assurant l'immunité parlementaire à vie et une répartition des postes de pouvoir au sein des principales institutions de l'Etat : CSE, Conseil suprême de justice, parquet de la république... Grâce à ce pacte, ils sont aussi parvenus à modifier la loi électorale, et ce pour la bonne fortune de Daniel Ortega. En effet, la nouvelle loi permet l'élection du président dès le premier tour s'il obtient plus de 35 % des voix avec plus de 5 % d'avance sur son premier concurrent. En 2006, Ortega a remporté 38 % des voix, soit un taux proche de celui qu'il a régulièrement obtenu depuis 1990, face à une droite divisée qui n'est pas parvenue à empiéter sur la marge des 5 %. Il a ainsi été élu dès le premier tour.

---

<sup>7</sup> D. Lacombe, « L'affaire Zoilamérica Narváez contre Daniel Ortega ou la caducité de "l'homme nouveau" », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 73, 2009, pp. 73-100.

Dès sa prise de pouvoir en janvier 2007, Daniel Ortega a mis en place, avec l'aide précieuse de sa femme, un système de pouvoir au centre duquel se trouve le clan familial. Ce dernier s'appuie sur un ensemble hétérogène d'alliés : le Fonds monétaire international auquel il a garanti la poursuite des politiques macroéconomiques de type néolibérales ; le Venezuela d'Hugo Chávez dont il a obtenu les fameux pétrodollars qui irriguent l'économie nationale et financent la mise en œuvre de vastes programmes sociaux ; le très conservateur cardinal Obando y Bravo caution catholique du régime ; la Russie de Poutine qui l'a assuré de son appui militaire ; et, enfin, sous l'impulsion de son fils Laureano Ortega, le mystérieux homme d'affaire chinois, Wang Jing, qui a obtenu la concession pour la construction du canal interocéanique. Ce système d'alliances s'appuie en outre sur la structure du parti sandiniste, qui est devenu hégémonique en l'espace d'un mandat.

En 2008, le FSLN a remporté la quasi-totalité des grandes villes du pays à l'occasion d'élections municipales controversées<sup>8</sup>. Les accusations de fraude ont fusé, de grandes manifestations ont été réprimées dans la capitale. L'opposition a demandé, en vain, la démission du président du CSE, Roberto Rivas. Confirmé à son poste, il a ainsi été désigné chef d'orchestre des élections suivantes par Daniel Ortega. Etroitement contrôlées, les élections générales de 2011 ont consacré l'imposante victoire du système Ortega : Daniel Ortega a été réélu avec 62 % des voix malgré la règle constitutionnelle qui interdit à la fois la réélection consécutive et l'exercice d'un troisième mandat (il a été président pour la première fois de 1984 à 1990), tandis que son parti, le FSLN, a obtenu la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale. Durant cette nouvelle mandature, il n'y a plus rien d'inconstitutionnel qui ne puisse devenir constitutionnel inopinément. Trois ans plus tard, en 2014, Daniel Ortega obtiendra finalement du Conseil suprême de justice l'autorisation de mettre en œuvre la réforme qu'il appelait de ses vœux : l'inscription dans la Constitution du principe de réélection illimitée du président.

Tandis que Daniel Ortega soignait ses alliés et s'assurait la possibilité d'une réélection *ad vitam aeternam*, sa femme Rosario Murillo gérait la maison-pays qu'elle contrôle d'une main de fer. Elle a parachevé l'édifice du pouvoir en créant les comités de pouvoir citoyen (CPC), entités de proximité du parti sandiniste très fortement implantées dans les quartiers et les zones rurales et chargées de la distribution des programmes sociaux (une tôle de zinc, une poule ou un petit cochon, un panier de vivres, un cartable...). Les CPC sont aussi la courroie de transmission du pouvoir vers les quartiers et du contrôle étroit de la population. Le jour de l'élection, ce sont aussi les CPC qui sont chargés d'aller chercher les gens du quartier pour qu'ils aillent voter. Un dimanche, dans un quartier populaire de la capitale, un groupe du CPC local s'est approché d'une maison : « Monsieur X est-il là ? – Pourquoi ? – Nous venons le chercher pour qu'il vienne voter. » L'homme était absent, il s'est donc éloigné. Plus loin, il a abordé une vieille dame à laquelle il a proposé une voiture et un fauteuil roulant. Elle a finalement été installée dans la chaise et chargée assise à l'arrière du 4x4 pour être amenée au centre de vote dont elle dépendait. Cette pratique, localement appelée *pastorear* (littéralement « garder le bétail »), était censée permettre de ramener « les agneaux » dans le droit chemin et les votants sur le chemin du sandinisme. Mais ce dimanche, le travail de *pastoreo* a été difficile. Une militante sandiniste chargée de ramener des gens au bureau est revenue en colère après plus de deux heures à faire du porte à porte :

« Personne n'a voulu me suivre au bureau de vote ! Pourtant, dans le quartier, ils ont tous reçu un bénéfice [d'un quelconque programme social] ! Le parti n'oubliera pas, ils verront bien. »

Et le parti n'oublie pas, ne pardonne pas, à l'image de Rosario Murillo. Grande prêtresse de l'amour, de la paix et de l'harmonie depuis qu'elle a fait sa conversion religieuse, la dame de fer nicaraguayenne a enfin obtenu, avec la vice-présidence, la reconnaissance d'un pouvoir qu'elle exerçait de fait depuis le premier mandat de son mari. Avec la majeure partie de leurs onze enfants à des postes de

---

<sup>8</sup> G. Bataillon, « Nicaragua : fraude électorale et coups de force », *Esprit*, vol. 6, juin 2009, pp. 173-181.

responsabilité au sein de l'Etat ou dans les médias et une grande partie des cousins, oncles et tantes dans l'administration publique, le Nicaragua contemporain est un peu devenu une histoire de famille.

Le clan familial qui contrôle jusqu'aux derniers interstices du pays est aussi l'une des principales fortunes d'Amérique centrale. Outre de très nombreux biens fonciers et liquidités, le clan Ortega est aussi propriétaire de la totalité des chaînes nationales de télévision (à la seule exception du Canal 12) et de radio. Aussi, le soir des élections, tandis que le FAD ne cessait de publier en ligne les photos de bureaux de vote absolument vides, les chaînes de télévision ont vanté l'une après l'autre un processus électoral réussi, n'ayant donné lieu à aucune explosion de violence. Aux alentours de minuit, le CSE a annoncé les premiers résultats partiels, la victoire imposante de Daniel Ortega et Rosario Murillo, et a congratulé la population nicaraguayenne pour sa « forte participation de plus de 65 % » dans un processus électoral qui se serait déroulé, selon les mots de la première dame et future vice-présidente, dans « la solidarité, l'harmonie, la paix chrétienne et l'amour ». Cette « magie électorale » qui invite à considérer les chiffres officiels avec circonspection résume en partie la situation démocratique d'un pays qui a désormais troqué le rêve révolutionnaire contre un pragmatisme économique néolibéral volontiers autoritaire, et qui, au-delà de la rhétorique populaire, favorise surtout le clan familial au pouvoir.